

MAIRIE DE RIAN



ARRETE : PM N° 2022-516-3.

**PORTANT AUTORISATION DE TRAVAUX
POUR OUVERTURES DE REGARDS POUR TIRAGES ET
RACCORDEMENTS DE FIBRE OPTIQUE**

Objet : Arrêté temporaire de circulation :

**AVENUE JULES FERRY- RUE DE LA RODE- RUE DU LAVOIR NEUF-
CHEMIN DES AIRES DES ROIS**

- Le Maire de la Commune de RIAN (Var) ;
- VU, la loi du 4 avril 1884 ;
- VU, les articles L 2212.1, L 2212.2 et L 2213.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1 et L 411-7 ;
- VU, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1 ;
- VU, le Code Pénal, notamment son article R. 610-5 ;
- VU, l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
- VU, l'arrêté du Maire de RIAN (Var) en date du 22/12/1998 ;
- VU, le plan de circulation de 1977 ;
- VU, la demande en date du 24 octobre 2022 par laquelle la SOCIETE CPCP TELECOM, 15 Traverse des Brusques, 06560 VALBONNE, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour des travaux avec ouvertures de regards pour tirages et raccordements de fibre ;
- CONSIDERANT, la nécessité de permettre à la SOCIETE CPCP TELECOM, d'assurer d'une manière satisfaisante la sécurité, des travaux avec ouvertures de regards pour tirages et raccordements de fibre optique, rues de la Rodé et du Lavoir Neuf, de l'avenue Jules Ferry et du chemin des Aires des Rois, 83560 RIAN, pour le compte d'ORANGE ;
- CONSIDERANT, que dans l'intérêt de l'Ordre et de la Sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation à l'occasion de ces travaux ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : DEROGATION

En raison des travaux susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation et du stationnement :

- **Rues de la Rodé et du Lavoir Neuf, de l'avenue Jules Ferry et du chemin des Aires des Rois**

ARTICLE 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION

Les restrictions à la circulation et au stationnement des véhicules prendront effet :

Du lundi 02 janvier 2023 jusqu'au lundi 16 janvier 2023 de 7h à 19h

ARTICLE 3 : DISPOSITION

Durant cette période :

- Il sera interdit de stationner sur les lieux d'interventions de travaux.

- Les travaux définis concernent les deux sens de circulation des voies précitées.
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.
- Une réduction de voie de circulation est autorisée quand le ou les regards sont en pleine voie.
- En toute circonstance la circulation des usagers est maintenue.

ARTICLE 4 : SIGNALISATION

La signalisation temporaire sera mise et maintenue en place conformément aux articles 2 et 3 de ce présent arrêté ainsi qu'au plan remis. L'entreprise chargée de la réalisation des travaux sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Conformément à la loi, l'affichage de l'arrêté Municipal doit être apposé sur la voie publique au préalable 48 heures avant le début des travaux et maintenu en place par l'entreprise en charge des travaux.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

La ou le pétitionnaire de l'autorisation doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

La ou le pétitionnaire sera et demeurera entièrement responsables de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir pendant ses travaux.

ARTICLE 6 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>. »

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANs,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,
- Monsieur le Commandant du Centre des Sapeurs- Pompiers de Rians.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à RIANs
Le mardi 20 décembre 2022

Pour l'Adjoint Délégué à la Sécurité



Joël BLANCHARD